Afghanistan : le peuple compte-t-il enfin ?

Partage international nº 163 – Mars 2002

par Patricia Pitchon

On ne peut comprendre les bouleversements et les souffrances que connaît actuellement l'Afghanistan sans tenir compte de sa situation géographique : à l'ouest se trouve l'Iran ; au nord, les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale : le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ; au nord-est, la Chine, dont il est séparé par la chaîne du Pamir ; au sud-est, enfin, le Pakistan. Cette situation de plaque tournante entre pays puissants, qui l'ont souvent pris pour enjeu de leurs rivalités, explique que tout au long de son histoire, et depuis la haute antiquité, il ait été attaqué, envahi par des conquérants qui, pour la plupart, n'avaient cure du peuple afghan. La Grande-Bretagne, qui voulait créer une sorte de zone-tampon entre son Empire des Indes et la Russie, lui livra trois guerres au XIXe siècle et au début du XXe.

Un peu d'histoire

– VIe siècle avant J.-C. : première mention de l'Afghanistan (*Avagana* en sanscrit).

– VIIIe siècle : les conquêtes perses et indo-grecques cèdent la place à l'Islam.

– 992 : le pays est uni sous la férule de Mahmud de Ghazni. Il tombe ensuite sous l'influence de diverses dynasties iraniennes.

–XIIIe siècle : invasion par les Mongols de Genghis Khan. Les Hazaras, qui occupent la région centrale de Hazarajat, sont leurs descendants (bien qu'ils parlent une variante locale du perse, le dari). Le pays tombe ensuite sous la coupe de chefs issus de la Perse et d'Asie centrale.

– Le XVIIIe siècle voit l'apparition du sentiment d'identité nationale avec, en parallèle, une politique de centralisation, qui se traduit notamment par la mise en place d'institutions étatiques modernes.

– 1933 : avènement de Zaher Shahi. Son règne de 40 ans fut un règne de paix et de progrès rapides, dans tous les domaines, y compris celui de l'éducation. Les deux langues principales, le dari et le pachtoune, parlées par 75 % de la population, permirent à la diversité ethnique (quatre groupes ethniques : les Pachtounes au sud et à l'est, les Tadjiks, les Ouzbeks au nord et les Hazaras au centre) d'être un facteur de richesse culturelle plutôt que de division. La capitale, Kaboul, reflétait cette diversité. Les voyageurs occidentaux du début des années 1970 ramenaient tous l'impression d'un pays magnifique, au peuple hospitalier, qui pratiquait une variante tolérante de l'Islam fortement empreinte de soufisme. Les citadins avaient absorbé un mélange d'idées et d'idéaux politiques provenant à la fois des démocraties occidentales et des Etats marxistes.

– 1978 : Najibullah prend le pouvoir.

– 1979-89 : invasion par l'URSS , venue soutenir ce dernier. Durant cette période, un tiers de la population quitte le pays et va s'entasser dans des camps de réfugiés. Dans le même temps, l'Iran et le Pakistan se livrent à une sévère lutte d'influence auprès des opposants au régime pro-soviétique, soutenant chacun six ou sept factions rebelles, d'obédience sunnite ou chiite.

– 1990-5 : le pays en ruine, abandonné par une bonne partie de sa population, voit s'affronter les diverses factions de moudjahidines vainqueurs des soviétiques. Résultat : intensification de l'exode de la population, qui en est la première victime (50 000 morts à Kaboul).

La montée des talibans

Après cette période tragique, les talibans, soutenus par le Pakistan, prennent le contrôle d'une partie du pays, qu'ils soumettent à une variante particulièrement dure de l'Islam : interdiction aux femmes de sortir (excepté pour les doctoresses qui vont les soigner), d'aller à l'école et à l'université. Interdiction de jouer de la musique, de chanter, de jouer au ballon. Majoritairement d'origine pachtoune, ils ont dû parallèlement mener une guerre permanente contre des groupes rebelles, tadjiks et ouzbeks au nord et Hazaras au centre (ces derniers pâtissant particulièrement de ce régime).

L'une des raisons de la dureté du régime taliban tient à ce que nombre d'entre eux sont issus des camps de réfugiés créés lors de la guerre avec l'URSS. Ces camps connaissaient des conditions de vie

particulièrement dégradées ; l'éducation, en particulier, se réduisait à un catéchisme coranique étroit. En plus, l'exode avait dissocié nombre de familles et brisé les liens entre générations qui avaient permis la formation et la transmission multiséculaire du patrimoine culturel (contes et folklore) des tribus pachtounes.

Ces tribus semi-analphabètes avaient, en effet, créé une des plus riches traditions orales du monde. Le conte développe le mental, l'imagination et le sens moral. Il contribue également à maintenir un sentiment d'identité historique commune, un sentiment qu'on ne saurait sous-estimer. C'est précisément la destruction de ces mécanismes de transmission intergénérationnelle qui a constitué une perte irréparable, car elle a créé un vide qui a empêché de suppléer aux carences, voire à l'inexistence du système éducatif, et de faire contrepoids aux écoles coraniques.

Mais même ceux qui étaient restés en Afghanistan n'avaient pas bénéficié d'une éducation satisfaisante et étaient loin, par exemple, de la formation infiniment plus ouverte que recevaient les 7 000 étudiants de l'université de Kaboul – jusqu'à ce que la prise de cette ville par les talibans les force à leur tour à s'exiler, privant ainsi leur pays d'un réservoir important de citoyens capables et compétents.

Tout cela explique pourquoi, lorsque les talibans prirent Herat, ils furent incapables d'en parler la langue locale, le dari, et ignoraient tout de son histoire. Une histoire pourtant particulièrement riche et longue dans les domaines de l'art et de l'artisanat, que ce soit en musique, en poésie, et fortement influencée par l'Iran voisin.

Cette ignorance profonde des talibans de la richesse de l'histoire de leur pays les rendit vulnérables aux pressions de fanatiques venus de l'étranger et les fit détruire sans états d'âme les deux statues du Bouddha de Bamiyan, vieilles de 1 500 ans. Comprendre le passé gréco-bouddhiste et l'apport des vagues successives d'invasions et d'influences culturelles n'avait pour eux aucun sens. Les influences auxquelles ils étaient assujetties provenaient des courants idéologiques les plus étroits de l'Islam. C'est donc la pauvreté matérielle et culturelle qu'ils s'étaient eux-mêmes imposée qui explique certains de leurs comportements. Celle du pays lui-même, dévasté par les guerres, avait créé une situation où les Arabes qui, tout comme les Occidentaux, les avaient soutenus dans leur lutte contre les Soviétiques, purent y créer des camps d'entraînement destinés à tourner l'hostilité des combattants contre l'Occident.

Il n'a pas toujours été facile de savoir qui détenait le pouvoir dans ce régime dans quelle mesure c'était les talibans eux-mêmes, ou leurs riches hôtes arabes. Cette situation confuse constitue, pour cette raison, un exemple de plus des dangers que l'on court à laisser un pays sombrer dans la misère. Cette misère peut, en effet, engendrer soit le chaos (sol nourricier de trafics de toutes sortes (drogues, armes) et propice à l'apparition de seigneurs de la guerre indifférents aux souffrances des populations) soit, à l'autre pôle, le totalitarisme et les idéologies politiques ou religieuses les plus extrêmes. Laisser s'écrouler les structures fondamentales d'un Etat est dangereux pour tous, comme est en train de l'apprendre la communauté internationale.

Aussi lointain que semble un pays, ses malheurs sont en fin de compte les nôtres, et ne tardent pas à avoir chez nous des répercussions de plus en plus tangibles. L'Afghanistan en est un vivant exemple.

Une terre de réfugiés

Le trait le plus marquant des guerres afghanes a été le prix énorme payé par les civils. Les conflits qu'a connus ce pays ont poussé quelques six millions de personnes, sur une population de 26 millions, à chercher refuge en Iran et au Pakistan. De plus, le pays est actuellement jonché de mines héritées des guerres précédentes, qui continuent à mutiler et à tuer des civils, à quoi s'ajoutent les milliers de petites bombes inexplosées, larguées depuis le début des opérations américaines.

Les tentatives qui ont été menées depuis 1989 pour réinstaller les réfugiés ont rencontré des obstacles importants ; elles ont même été annihilées par le dernier conflit, qui a augmenté au contraire de centaines de milliers la population des camps. C'est surtout le cas depuis début décembre 2001, où les bombardements (en particulier sur Kandahar) ont provoqué un exode massif : 200 000 personnes, dont un grand nombre de femmes, d'enfants et de personnes âgées, allèrent par exemple s'entasser dans les camps établis aux alentours de Herat, proche de la frontière iranienne.

Au nord, à la mi-décembre, les camps comptaient près de 500 000 personnes, manquant souvent de tentes, de couvertures et de nourriture. En janvier, d'autres sont arrivés au Pakistan, un pays déjà submergé par les réfugiés des conflits précédents, au point qu'il avait la plus grande peine à les nourrir, comme ce fut le cas pour les camps de Jalalabad.

Résultat de toutes ces guerres, près d'un enfant sur trois est orphelin. Nombre d'Afghans ont été mutilés

ou tués (environ 70 par semaine actuellement) par les mines.

La responsabilité de cette situation repose en partie sur les pays riches. Il est contre-productif, et même à terme dangereux, de laisser des réfugiés croupir dans des camps ou dans des villes-taudis pendant une décennie, voire plus. Cette dégradation ne se limite pas au plan de l'existence physique. Si nous devons apprendre un jour que l'homme a d'abord et surtout besoin de pain, que nous avons le devoir commun de nourrir l'humanité (faute de quoi nous pouvons nous attendre à des guerres sans fin) mais aussi que l'homme ne vit pas seulement de pain, le problème afghan devrait être pour nous tous l'occasion de réfléchir.

Quand les Etats-Unis, par exemple, ont retiré leur soutien aux groupes de moudjahidines en lutte contre l'URSS, ils ont également retiré une bonne partie de leur appui financier au Pakistan, qui servait d'intermédiaire et de canal à l'aide aux résistants afghans. Cela, entre autres conséquences, mit pratiquement à bas le système éducatif de ce pays, en particulier dans les nombreuses zones tribales situées à sa frontière avec l'Afghanistan et où s'étaient concentrés nombre de réfugiés qui, dès lors, n'avaient plus d'autre éducation que celle dispensée par les écoles religieuses tenues par les mollahs extrémistes.

Le Pakistan, en choisissant d'apporter son soutien aux talibans plutôt qu'à d'autres factions, n'a pas tenu compte du danger à installer dans le pays un régime formé de gens si peu qualifiés pour les tâches de gouvernement. Comme cela avait été souvent le cas dans l'histoire de ce pays, les nations voisines n'avaient qu'un but : en faire une zone tampon entre eux et leurs ennemis, réels ou supposés. Le Pakistan, par exemple, connaissant des relations tendues avec l'Inde à cause de la question du Cachemire, voyait dans la domination du pays par des tribus pachtounes dociles une façon de protéger ses frontières.

L'Iran et le Pakistan ont tous deux mérité les louanges de la communauté internationale pour la générosité qu'ils ont montrée envers les réfugiés, mais, sur ce point, ce dernier a fait preuve de légèreté en refusant de prendre en compte le faible niveau d'instruction des talibans, avec toutes les conséquences que cela pouvait avoir par la suite. Une légèreté à l'évidence partagée par les nations occidentales. L'Afghanistan devint, de ce point de vue, l'un des pays les plus déshérités du monde – peut-être même, si l'on en croit le reportage récent du journaliste pakistanais, Ahmed Rashid, le seul à avoir un ministre de l'Education nationale quasiment inculte. Le régime est tombé en décembre 2001. Mais la tâche de reconstruction de ce pays ravagé par 23 années de guerre est énorme : outre le déminage, il faut d'urgence restaurer son système d'éducation et de santé ainsi que son infrastructure, et remettre en route l'agriculture. Il faut également réinstaller les réfugiés et, par-dessus tout, nourrir la population. Cette tâche doit être et doit rester la priorité numéro un pour les Afghans et la communauté internationale.

Le monde est actuellement divisé entre ceux qui croient à la force brute et ceux qui croient aux bénéfices du dialogue et d'un engagement volontaire et soutenu. Un débat plus profond a commencé depuis peu à prendre corps dans le monde musulman lui-même, qui pourrait déboucher sur une plus grande participation des peuples musulmans à l'élaboration des décisions qui les concernent. L'amélioration du processus de consultation, la mise en place d'une représentation plus équitable, cela dans un climat international de respect où les grandes puissances cesseraient de se livrer à des ingérences destructrices, égoïstes et indifférentes au bien des populations, créerait sûrement une époque de renaissance qui ne pourrait que profiter aux peuples musulmans du monde.

Les questions clés sont les suivantes : le respect de la différence des cultures, la volonté de remplacer la violence par un dialogue sincère et authentique, notamment en reconnaissant la spécificité des rythmes de développement de chaque nation et en cessant de lui imposer de l'extérieur des mesures économiques et politiques violentes qui ne font que lui créer des difficultés supplémentaires. Trop et trop tôt est aussi dangereux que trop peu et trop tard. C'est à la capacité de respecter ce rythme national que se reconnaît la qualité et le sérieux des leaders politiques.

Afghanistan **Auteur** : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egalement psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.
Thématiques : politique
Rubrique : Divers